

Considérant que le présent arrêté n'est pas directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles et qu'il n'est pas de nature réglementaire comme exigé par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'élection du Parlement européen, les électeurs du collège électoral français élisent 8 représentants, ceux du collège électoral néerlandais, 13.

Art. 2. L'arrêté royal du 30 juillet 2018 déterminant le nombre de sièges attribués au collège électoral français et au collège électoral néerlandais pour l'élection du Parlement européen est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

Overwegende dat dit besluit rechtstreeks of onrechtstreeks, niet van die aard is om inkomsten te beïnvloeden, of tot nieuwe uitgaven te leiden en dat dit besluit niet van reglementaire aard is, zoals vereist bij artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de verkiezing van het Europees Parlement kiezen de kiezers van het Nederlandse kiescollege 13 vertegenwoordigers, en kiezen die van het Franse kiescollege er 8.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 30 juli 2018 tot vaststelling van het aantal zetels dat toegekend wordt aan het Franse kiescollege en het Nederlandse kiescollege voor de verkiezing van het Europees Parlement wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/46747]

23 OCTOBRE 2023. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 20, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Vu l'article 20, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier ;

Vu l'avis n° 74.491/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Arrête :

Article unique. La proclamation par le président du bureau principal de canton de résultats partiels obtenus par les listes peut intervenir après l'enregistrement d'au moins deux bureaux et par la suite de deux bureaux de vote supplémentaires et ainsi de suite jusqu'à enregistrement de tous les bureaux de vote.

Donné à Bruxelles, le 23 octobre 2023.

A. VERLINDEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/46747]

23 OKTOBER 2023. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 20, eerste lid, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Gelet op artikel 20, eerste lid, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk;

Gelet op het advies nr. 74.491/2 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluit :

Enig artikel. De bekendmaking door de voorzitter van het kantonhoofdbureau van gedeeltelijke resultaten die behaald werden door de lijsten, kan gebeuren na opneming van minstens twee bureaus en vervolgens na opneming van twee bijkomende stembureaus en zo voort tot opneming van alle stembureaus.

Gegeven te Brussel, 23 oktober 2023.

A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/46405]

5 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 octobre 2021 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Service public fédéral Finances, donné le 29 octobre 2021 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2023/46405]

5 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 26 oktober 2021;

Gelet op het advies van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën, gegeven op 29 oktober 2021;

Vu l'avis du 2 décembre 2021 du Comité supérieur de concertation du Secteur II – Finances ;

Considérant que l'Administration générale de la perception et du recouvrement peut, en utilisant son application FIRST se positionner, comme le centre de services partagés en matière de perception et de recouvrement des sommes perçues par l'autorité fédérale ;

Considérant qu'à partir du 6 novembre 2023, l'Administration générale de la perception et du recouvrement reprendra la compétence actuelle de l'Administration générale de la documentation patrimoniale en matière de perception et de remboursement, en ce qui concerne le paiement préalable :

- a) du droit d'hypothèque ;
- b) des rétributions hypothécaires.

Considérant que l'Administration générale de la perception et du recouvrement reprendra en plusieurs phases successives la compétence de l'Administration générale de la documentation patrimoniale en matière de perception, de recouvrement et de remboursement d'autres créances fiscales et non fiscales ;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 2022, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 4. L'Administration générale de la perception et du recouvrement est chargée de :

1° l'exécution des dispositions législatives relatives à la perception et au recouvrement des impôts, droits et taxes dont question à l'article 2. Elle n'assure, pour chaque région, la perception et le recouvrement des impôts visés par l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 5°, 10°, 11° et 12° de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions que pour autant que le service de ces impôts n'ait pas été repris par la région concernée ;

2° l'attribution des recettes pour ordre réalisées au profit des provinces, communes et agglomérations de communes, déduction faite des dégrèvements liquidés pour leur compte au cours du mois de la perception de ces recettes ;

3° le traitement des remboursements des impôts, droits et taxes assimilées visés à l'article 2 et des remboursements relatifs aux recettes visées aux 6° à 10° ;

4° le paiement des remboursements visés au 3° qui n'ont pas été exécutés pour des raisons juridiques ou administratives ;

5° le paiement des remboursements visés au 3° qui ont été payés mais sont revenus sur le compte financier du comptable centralisateur ;

6° l'exécution des titres suivants du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et de ses arrêtés d'exécution :

a) le Titre I^{er} pour ce qui concerne la perception des droits d'enregistrement, des intérêts et des amendes sur les actes visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°, avec ou sans annexes, ou l'état des lieux présenté séparément des actes visés ci-avant ;

b) le Titre I^{er} pour ce qui concerne la perception du droit d'enregistrement spécial sur la nationalité et sur les demandes de changement de nom acquitté au guichet électronique via MyMinfin ;

c) le Titre II pour ce qui concerne la perception des droits d'hypothèque ;

d) le Titre III pour ce qui concerne la perception et le recouvrement des droits de mise au rôle.

7° la perception des rétributions visées à l'article 146 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ;

8° la perception et le recouvrement de toutes les créances non fiscales de l'Etat, des Communautés et des Régions et des institutions qui en dépendent, dont elle est chargée par ou en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ou pour lesquelles aucune autre autorité n'a expressément été déclarée compétente.

Parmi ces créances non fiscales, figurent en particulier :

- les amendes pénales et les frais de justice ;
- les transactions extinctives de l'action publique ;
- les recouvrements pour compte de tiers ;

Gelet op het advies van 2 december 2021 van het Hoog Overlegcomité van sector II – Financiën;

Overwegende dat de Algemene administratie van de inning en de invordering, door gebruik te maken van haar toepassing FIRST, kan optreden als shared service center wat de inning en de invordering van de aan de federale overheid verschuldigde sommen betreft;

Overwegende dat de Algemene administratie van de inning en de invordering vanaf 6 november 2023 de huidige bevoegdheid inzake de inning en teruggave overneemt van de Algemene administratie van de patrimoniumdocumentatie wat betreft de voorafgaande betaling van:

- a) het hypotheekrecht;
- b) de hypothecaire retributies.

Overwegende dat de Algemene administratie van de inning en de invordering vervolgens in verschillende opeenvolgende fasen de bevoegdheid zal overnemen van de Algemene administratie van de patrimoniumdocumentatie inzake de inning, de invordering en de teruggave van andere fiscale en niet-fiscale schulden;

Op de voordracht van de Vice-eersteminister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de operationele diensten van de Federale overheidsdienst Financiën, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 2022, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. De Algemene administratie van de inning en de invordering wordt belast met:

1° de uitvoering van de wettelijke bepalingen met betrekking tot de inning en de invordering van de belastingen, rechten en gelijkgestelde belastingen bedoeld in artikel 2. Zij verzekert slechts, voor elk gewest, de inning en de invordering van de belastingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2°, 5°, 10°, 11° en 12° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, voor zover de dienst van deze belastingen niet werd overgenomen door het betrokken gewest;

2° de toewijzing van de ontvangsten voor orde ten bate van de provinciën, de gemeenten en agglomeraties van gemeenten, na aftrek van de ontheffingen die voor hun rekening werden vereffend in de loop van de maand van de inning van deze ontvangsten;

3° de behandeling van de teruggaven van de belastingen, rechten en gelijkgestelde belastingen bedoeld in artikel 2 en van de teruggaven met betrekking tot de ontvangsten bedoeld onder 6° tot 10°;

4° de betaling van de onder 3° bedoelde teruggaven die niet werden uitgevoerd omwille van juridische of administratieve redenen;

5° de betaling van de onder 3° bedoelde teruggaven die werden uitbetaald doch die terugkeren op de financiële rekening van de centraliserend rekenplichtige;

6° de uitvoering van de volgende titels van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, en zijn uitvoeringsbesluiten:

a) Titel I voor wat betreft de inning van de registratierechten, de interesten en de boeten op de akten bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, al dan niet samen met bijlagen, of de plaatsbeschrijving die niet samen met de hiervoor bedoelde akten wordt aangeboden;

b) Titel I voor wat betreft de inning van het speciaal registratierecht op de nationaliteit en op de verzoeken tot verandering van naam voldaan aan het elektronische loket via MyMinfin;

c) Titel II voor wat betreft de inning van de hypotheekrechten;

d) Titel III voor wat betreft de inning en de invordering van de rolrechten.

7° de inning van de retributies bedoeld in artikel 146 van de Hypotheekwet van 16 december 1851;

8° de inning en de invordering van alle niet-fiscale schuldvorderingen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten en de instellingen die ervan afhankelijk zijn, waarmee ze belast is door of krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling of waarvoor geen enkele andere overheid uitdrukkelijk bevoegd werd verklaard.

Tot deze niet-fiscale schuldvorderingen behoren in het bijzonder :

- de penale boeten en de gerechtskosten;
- de minnelijke schikkingen tot uitdoving van de publieke strafvordering;
- de invorderingen voor rekening van derden;

- le recouvrement des droits liquidés en débet et des avances faites par l'Etat en exécution des dispositions du Code judiciaire relatives à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire ;

- les taxes liquidées en débet et autres dépens dans le cadre de la procédure pro deo devant le Conseil d'Etat ;

- les actifs divers et occasionnels ;

9° l'exécution des tâches du Service des créances alimentaires, créé par la loi du 21 février 2003 ;

10° toutes les compétences attribuées par une disposition légale ou réglementaire à l'ancienne Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, à un de ses prédécesseurs juridiques ou à un de ses fonctionnaires, pour autant que les matières concernées soient reprises sous les points 8° et 9° du présent article."

Art. 2. L'article 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 2022, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 6. L'Administration générale de la documentation patrimoniale est chargée de :

1° l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et de ses arrêtés d'exécution, excepté les tâches dont est en charge l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement en application de l'article 4,6° du présent arrêté ;

2° l'exécution du Code des droits de succession et de ses arrêtés d'exécution ;

3° l'exécution du Code des droits et taxes divers et de ses arrêtés d'exécution, excepté le livre II et ses arrêtés d'exécution ;

4° la gestion du domaine privé de l'Etat, limitée aux biens dont le service gestionnaire relève de l'Administration des Services patrimoniaux, en ce compris la perception des recettes domaniales liées à ces biens ;

5° l'aliénation de biens immeubles en exécution de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux, et l'aliénation ou le transfert de biens meubles ou immeubles en application de l'article 117 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral ;

6° l'exercice des compétences attribuées aux comités d'acquisition (notamment par l'arrêté royal du 3 novembre 1960 relatif aux comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant, par l'article 61 de la loi-programme du 6 juillet 1989 et par l'article 15 de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments) ;

7° l'exécution du titre IX du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la fixation du revenu cadastral et la conservation et la mise à jour de la documentation cadastrale, en ce compris le plan des parcelles cadastrales, ainsi que la confection et la délivrance d'extraits ou de copies et l'exécution de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux ;

8° l'exécution de la législation relative à la constitution, à la mise à jour et à la conservation de la documentation relative au patrimoine dans ses éléments tant mobiliers qu'immobiliers, en ce compris :

- le suivi des mutations successives des droits réels concernant les biens immeubles sis en Belgique, également comme partie de la documentation cadastrale ;

- la constitution et le suivi d'une base de données des baux enregistrés ;

- le service de la publication des actes et pièces et de la conservation des privilèges et des hypothèques (loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et publicité hypothécaire prévues par d'autres lois, décrets et ordonnances), excepté les tâches dont est en charge l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement en application de l'article 4, 7° du présent arrêté ;

- le service de la conservation du Registre national des gages (loi du 11 juillet 2013) ;

- en tant que mesure transitoire : les formalités relatives à la mise en gage de fonds de commerce, la remise à l'escompte et la mise en gage de la facture (loi du 25 octobre 1919), et ceci au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018 ;

- de door de Staat in debet vereffende rechten en voorschotten gedaan in uitvoering van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand ;

- de in debet begrote rechten en andere kosten in het kader van de pro deo procedure voor de Raad van State ;

- de diverse en toevallige baten ;

9° de uitvoering van de taken van de Dienst voor alimentatievoorwaarden, opgericht bij wet van 21 februari 2003 ;

10° alle bevoegdheden verleend door een wettelijke of reglementaire bepaling aan de voormalige Administratie van de btw, registratie en domeinen, een van haar rechtsvoorgangers of aan een van haar ambtenaren, voor zover het materies betreffen die worden bedoeld onder 8° en 9° van dit artikel."

Art. 2. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 2022, wordt vervangen als volgt :

"Art. 6. De Algemene administratie van de patrimoniumdocumentatie wordt belast met :

1° de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en zijn uitvoeringsbesluiten, uitgezonderd de taken waarmee de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering wordt belast in uitvoering van artikel 4,6° van dit besluit ;

2° de uitvoering van het Wetboek der successierechten en zijn uitvoeringsbesluiten ;

3° de uitvoering van het Wetboek diverse rechten en taksen en zijn uitvoeringsbesluiten, uitgezonderd boek II en zijn uitvoeringsbesluiten ;

4° het beheer van het privaat domein van de Staat, beperkt tot de goederen waarvan de beherende dienst afhangt van de Administratie van de Patrimoniumdiensten, met inbegrip van de inning van de domeiniale opbrengsten verbonden aan deze goederen ;

5° de vervreemding van onroerende goederen in uitvoering van de wet van 31 mei 1923 betreffende de vervreemding van onroerende domeingooderen en de vervreemding of de overdracht van roerende en onroerende goederen in uitvoering van artikel 117 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat ;

6° de uitoefening van de bevoegdheden toegekend aan de aankoopcomités (inzonderheid door het koninklijk besluit van 3 november 1960 betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, door artikel 61 van de programmawet van 6 juli 1989 en door artikel 15 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen) ;

7° de uitvoering van titel IX van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de vaststelling van het kadastraal inkomen en het bewaren en bijhouden van de kadastrale documentatie, waaronder het kadastraal percelenplan, alsook het vervaardigen en uitrekenen van uittreksels of kopieën daaruit en de uitvoering van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende het aanleggen en bijhouden van de kadastrale documentatie en tot vaststelling van de modaliteiten voor het afleveren van kadastrale uittreksels ;

8° de uitvoering van de wetgeving met betrekking tot het aanleggen, de bijwerking en de bewaring van de documentatie betreffende het patrimonium, zowel wat de roerende en onroerende bestanddelen betreft, hieronder begrepen :

- het bijhouden van de opeenvolgende zakenrechtelijke eigendomsstanden van in België gelegen onroerende goederen, ook als onderdeel van de kadastrale documentatie ;

- het aanleggen en het bijhouden van een gegevensbestand van de geregistreerde huurcontracten ;

- de dienst van de openbaarmaking van de akten en stukken en de bewaring van de voorrechten en de hypotheeken (Hypotheekwet van 16 december 1851 en hypothecaire openbaarmaking overeenkomstig andere wetten, decreten en ordonnances), uitgezonderd de taken waarmee de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering wordt belast in uitvoering van artikel 4, 7° van dit besluit ;

- de dienst van de bewaring van het Nationaal Pandregister (wet van 11 juli 2013) ;

- bij wijze van overgangsmaatregel : de formaliteiten met betrekking tot het in pand geven van handelszaken, het disconto en het in pand geven van de factuur (wet van 25 oktober 1919), en dit tot uiterlijk 31 december 2018 ;

9° l'établissement et le recouvrement de l'impôt des non-résidents sur les plus-values réalisées sur des immeubles (Code des impôts sur les revenus 1992, article 301 et l'arrêté d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, chapitre III, section 7, article 177) ;

10° la perception du précompte professionnel sur les plus-values réalisées sur des biens immobiliers par des non-résidents dans le cadre de leur activité professionnelle (Code des impôts sur les revenus 1992, article 412bis et l'arrêté d'exécution du Code des impôts sur le revenu, chapitre III, section 13bis et 210ter) ;

11° la perception et le recouvrement des droits relatifs à la procédure devant le Conseil d'Etat (article 71 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 réglant la procédure devant la section administrative du Conseil d'Etat) ;

12° la délivrance de certificats d'hérédité ;

13° toutes les compétences attribuées par une disposition légale ou réglementaire à l'ancienne Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, à un de ses prédécesseurs juridiques ou à un de ses fonctionnaires, pour autant que les matières concernées appartiennent au secteur enregistrement et domaines, excepté les tâches visées à l'article 4, 6° à 10° du présent arrêté.

L'Administration générale de la documentation patrimoniale n'assume, pour chaque Région, le service des impôts visés par l'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, 6°, 7° et 8° de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions que pour autant que ce service n'ait pas été repris par la Région concernée. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 6 novembre 2023.

Art. 4. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

9° de vestiging en de invordering van de belasting van niet-inwoners op meerwaarden op onroerende goederen (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 301 en het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hoofdstuk III, afdeling 7, artikel 177);

10° de inning van de bedrijfsvoorheffing op de meerwaarden generaliseerd op onroerende inkomsten door niet-inwoners in het kader van hun beroepswerkzaamheid (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 412bis en het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hoofdstuk III, afdeling 13bis en 210ter);

11° de inning en invordering van de rechten met betrekking tot de rechtspleging voor de Raad van State (artikel 71 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State);

12° het afleveren van attesten van erfopvolging;

13° alle bevoegdheden verleend door een wettelijke of reglementaire bepaling aan de voormalige Administratie van de btw, registratie en domeinen, een van haar rechtsvoorgangers of aan een van haar ambtenaren, voor zover het materies betreffen die behoren tot de sector registratie en domeinen, uitgezonderd de taken bedoeld in artikel 4, 6° tot 10° van dit besluit.

De Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie verzekert, voor elk Gewest, slechts de dienst van de belastingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4°, 6°, 7° en 8° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, voor zover deze dienst niet werd overgenomen door het betrokken Gewest;"

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 6 november 2023.

Art. 4. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/204612]

23 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif au repos compensatoire pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la maintenance technique, l'assistance et la formation dans le secteur de l'aviation (SCP 315.01) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, l'article 26bis, § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 22 janvier 1985;

Vu l'avis de la Sous-commission paritaire pour la maintenance technique, l'assistance et la formation dans le secteur de l'aviation, donné le 7 juillet 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 24 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la maintenance technique, l'assistance et la formation dans le secteur de l'aviation.

Art. 2. En cas d'application de l'article 25 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, la période de trois mois dans laquelle le repos compensatoire doit être accordée, fixée par l'article 26bis, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, est portée à douze mois.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/204612]

23 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de inhaalrust voor de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het technisch onderhoud, bijstand en opleiding in de luchtvaartsector (PSC 315.01) (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, artikel 26bis, § 3, eerste lid, vervangen bij de wet van 22 januari 1985;

Gelet op het advies van het Paritair Subcomité voor het technisch onderhoud, bijstand en opleiding in de luchtvaartsector, gegeven op 7 juli 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 24 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het technisch onderhoud, bijstand en opleiding in de luchtvaartsector.

Art. 2. In geval van toepassing van artikel 25 van de arbeidswet van 16 maart 1971, wordt de periode van drie maanden waarbinnen de inhaalrust dient toegekend te worden, vastgesteld bij artikel 26bis, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, op twaalf maanden gebracht.